

# JEUNE AFRIQUE

le temps du monde

**GUINÉE**

# SÈKOU TOURÉ PAS MORT !

**ÉGYPTE-  
SOUDAN**

L'état  
de guerre

**ENQUÊTE**

Prisons  
d'Afrique

Onze ans  
après sa mort,  
l'ombre du dictateur  
continue de planer  
sur son pays.

M 1936 - 1800 - 16,00 F



France 16 FF  
Maroc 20 DH  
Tunisie 2 DT

Allemagne 6,70 DM  
Antilles/Guyane/  
La Réunion 16 FF

Autriche 63 SH  
Belgique 113 FB  
Canada 4,25 \$ C.

Cap-Vert 270 ESCV  
Danemark 30 DK  
Espagne 520 PTS

Grande-  
Bretagne 2,70 £  
Grèce 750 DR

Italie 6 500 L  
Luxembourg 112 FL  
Pays-Bas 7,50 FL

Portugal cont. 620 PTE  
Suisse 5,20 FS  
"N.Y.C." 4,50 \$ US

Zone CFA  
1 500 F CFA  
ISSN 0021 6089



Plus de dix ans après la mort du Grand Timonier tropical, la Guinée vit toujours dans la nostalgie.

# SEKOU TOURE TOUJOURS VIVANT.

**C**ONAKRY est un gros bourg ; il n'est pas une capitale même s'il en fait office. Pas de centre-ville à proprement parler. Pas d'éclairage public. Encore moins de feux rouges. Pas de routes ou très peu dignes de ce nom, surtout en cette saison des pluies qui les rendent toutes impraticables. Pas de boîtes de nuit vraiment huppées, à l'exception d'une ou deux. Pas de restaurants haut de gamme, sauf peut-être Le Refuge, tenu par un Sénégalais. Beaucoup de garages, en revanche, et de petits bistrotts qui tiennent lieu de maquis.

La Camayenne gérée par la compagnie aérienne Sabéna mise à part, il n'y a pas de grands hôtels. Novotel étant en réfection. Plus surprenant et plus grave pour un pays qui passe pour le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest : l'eau manque dans les immeubles et les maisons. La robinetterie est bel et bien là, mais la pression manque. Pour se laver, il faut s'armer d'un seau et se rendre à une borne-fontaine, généralement installée en bas des immeubles ou au milieu de la cour des concessions.

Des adolescents cramponnés à des brouettes, des charrettes chargées de bidons d'eau de cinq litres vivent de ce commerce. A 100 ou 200 F guinéens (selon la saison : quand il pleut c'est 100 F, quand le temps se fait sec, c'est 200), environ 50 ou 100 F CFA, ils essaient de gagner de quoi manger.

C'est mieux que de chaparder dans les rues, ou, plus grave, de braquer, la nuit tombée, automobilistes et autres noctambules. Malgré la présence dans la plupart des carrefours de policiers et de gendarmes, surtout en cette période

électorale dont le pouvoir profite pour montrer les dents. La démonstration vaut aussi pour les opposants. L'insécurité n'en règne pas moins un peu partout.

Les forces de l'ordre ont une conception particulière des barrages qu'ils dressent aux différents coins de la capitale : ce sont des péages qui ne disent pas leur nom. Ou, dans le meilleur des cas, des « stations d'auto-stop ». Tout ce qui porte un uniforme vous demande, sinon de le déposer, du moins de « l'avancer ». Dans les deux sens du terme.

Pour les contrevenants, il y a les caisses de l'Etat et il y a les poches des agents de l'Etat. Le phénomène existe ailleurs en Afrique. Mais à Conakry, le plus étonnant serait de procéder autrement. Tout le monde vit de sa petite combine, de son arnaque quotidienne.

Conakry affiche une autre performance : des capitales de l'Afrique de l'Ouest, elle est sans doute la seule qui n'ait pas un vrai cachet, quelque chose qui la différencie d'autres capitales de la sous-région. Conakry a effacé tout

vestige de la présence coloniale. Avant sa mort, en 1984, Sékou Touré en a détruit toutes les traces. A commencer par le palais du gouverneur. Il n'y a pas de vieille ville. Probablement parce qu'il n'y a précisément pas de ville.

Conakry est isolé, se sent encerclé. C'est le retour du syndrome Sékou Touré. Mais certains vous diront que cette « maladie » n'a jamais quitté la Guinée.

La plupart des Guinéens, hommes politiques ou membres de la société civile, gardent, paradoxalement, une

certaine nostalgie de l'ère Sékou Touré. Y compris parmi l'opposition et chez quelques poids lourds du gouvernement.

Au temps de la « Première République », comme ils disent, la Guinée était présente sur le continent ; elle avait aussi une politique étrangère, une certaine forme de fierté nationale, également. Il y avait de la lumière en ville, de l'eau. « Nous pouvions compter sur nous-mêmes. Même si ce n'était pas le

Pérou », entend-on en substance un peu partout.

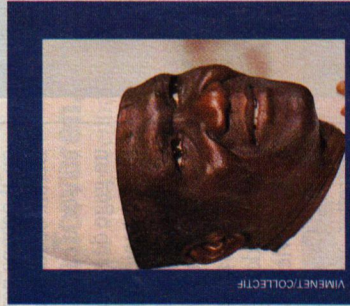
Oublié ou presque le tristement célèbre camp Boiro. On en a fait un musée qui ressemble plutôt à un marché et aurait besoin d'un sacré coup de ripolin. Tout est en train de tomber en ruines. Le symbole de la mémoire politique du pays s'écorne et s'effrite même. Mais c'est sans doute le seul endroit de la capitale, dont les murs aux odeurs de

salpêtre, imbibés d'histoire, de souffrances physiquement palpables, notamment à cause de ces messages de détresse rapidement griffonnés dans une cellule aveugle, vous soulèvent encore le cœur.

La fuite ou le refuge ? Les Guinéens sont partagés. Entre ce qu'ils considèrent comme leur île de Gorée à eux, un lieu de disparition et une sorte de mémorial qui reste ancré dans leurs têtes

et dont le souvenir des victimes les hante encore. Le camp Boiro leur laisse à la fois un goût d'amertume et le sentiment d'avoir résisté.

Le camp Boiro est un miroir grossissant de l'état du pays, déglingué, qui n'est, de nos jours, qu'un leurre, une sorte de mirage tropical, une blessure toujours ouverte, d'autant plus prégnante qu'elle est associée à une éternelle quête de reconnaissance internatio-



Sékou Touré.

**L'ancien président de la République n'a pas laissé un bilan brillant. Son souvenir n'en flatte pas moins l'orgueil de ses compatriotes.**



La misère n'est pas absente à Conakry. Mais on reste fier et digne.

CATHERINE MILLET



naïve qui tarde à venir. A un jet de pierre de Boïro, le camp Almamy Samory Touré. C'est l'antre de Lansana Conté, le chef de l'Etat, qu'il quitte souvent pour sa ferme en compagnie de ses chevaux.

Encore une fois, la fuite et le refuge. Ainsi vit la Guinée. Ainsi va Conakry. Avec ses taxis jaune-tourmesol, dont les banquettes défoncées vous laissent de beaux petits trous sur le pantalon comme souvenirs. Idem pour ses transports en commun privés, en jaune et noir, ses cars poussifs, d'un autre âge, qui n'ont rien à envier aux « Foulas-Foulas » de Kinshasa, qui ressemblent à des corbillards ambulants.

Conakry donne l'impression de ne pas vivre dans son siècle ni au rythme de celui-ci. Ses habitants en ont conscience qui noient leurs désillusions à La Paillette, à Castelle, au Timis ou ailleurs, dans des night-clubs. Pourvu simplement qu'ils oublient leurs misères quotidiennes et les lourdes menaces politiques qui se profilent à l'horizon. Au lendemain des législatives du 11 juin et des communales du 29 du même mois.

On en arrive à regretter l'ère Sékou Touré. Il est vrai que parmi les dirigeants d'aujourd'hui, beaucoup furent membres du Parti démocratique de Guinée (PDG). A commencer par le chef de l'Etat lui-même, Lansana Conté, qui fut aide de camp de feu Sékou Touré. De crainte de voir arriver son frère Ismael Touré aux commandes du pouvoir, l'armée décida d'installer sur le fauteuil présidentiel l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé : Lansana Conté.

De là est née une grande ambiguïté. La plupart des membres de l'actuelle équipe gouvernementale, au pouvoir depuis avril 1984, date de la mort du « Grand Sily », ne se sont jamais opposés à Sékou Touré lui-même.

Tous admireraient l'homme et ses discours-flouve, en ont été imprégnés et en ont gardé plus que des souvenirs. Notamment parce qu'ils étaient frappés au coin de ce nationalisme sourcilieux et ombrageux qui reste, aujourd'hui encore, l'une des principales caractéris-

tiques des Guinéens. Beaucoup d'entre eux, qu'ils soient pour ou contre, ont été nourris au biberon de ce nationalisme-là.

La preuve : au cours des législatives du 11 juin, on s'est remis, tous bords confondus, à dénoncer le colonialisme et le néo-colonialisme. La Guinée est, sans doute, aujourd'hui, l'un des seuls pays du Tiers Monde où l'on entend encore ces expressions.

L'ombre de Sékou Touré reste présente. Elle plane même sur la quasi-totalité des acteurs de la scène politique. Les discours enregistrés de l'ancien chef de l'Etat se vendent comme des petits pains. Bref, les Guinéens sont frustrés d'un manque de représentation sur la scène africaine et internationale. Leur fierté en a pris un coup.

L'ombre de Sékou Touré hante également ses plus virulents détracteurs. Alpha Condé et Siradiou Diallo, hier condamnés à mort par contumace pour avoir dénoncé les

exactions du régime de Sékou et qui ont tout fait pour le renverser, évitent, aujourd'hui, dans leurs discours, toute condamnation formelle de l'ancien régime. Une façon politique ou politique – de prendre en compte les réactions de l'opinion publique nationale. Les Guinéens donnent l'impression d'être orphelins d'une période qui, si elle a été synonyme de brimades, de répression et de mise entre parenthèses des libertés les plus élémentaires, les a flattés dans leur orgueil national. Ils regrettent le passé. Alors, à leurs yeux, la Guinée était l'un des porte-parole de l'Afrique. La fierté du peuple. Un terreau où poussent toutes les ambitions politiques.

Aujourd'hui, c'est presque avec un brin d'émotion dans la voix qu'on évoque à Conakry, l'époque où la Guinée avait voix au chapitre. Ce n'est plus le cas de nos jours. C'est du moins ce qu'ils pensent. Les Guinéens ont le sentiment d'être les pestiférés de l'Afrique. Ils n'essaient pas moins d'exorciser toutes les difficultés d'hier et, peut-être, surtout celles d'aujourd'hui : rabaissement du pouvoir et de son prestige d'antan.

Tout, en Guinée, semble s'être arrêté

en avril 1984. Et quand les Guinéens font actuellement le bilan, ils laissent le sentiment de ne pas retenir le passif politique de Sékou Touré. Le régime de Lansana Conté en jouit d'une certaine manière. Et n'a pour tout programme que de fustiger les « Guinéens de l'extérieur » : entre autres, Alpha Condé, Siradiou Diallo, Bah Mamadou...

C'est, du coup, dans le prolongement des méthodes et du style de Sékou Touré que s'inscrit les diatribes de Lansana Conté à l'encontre des « Guinéens de l'extérieur ». Parmi lesquels, bien sûr, on trouve les leaders des trois principaux partis d'opposition. Mais ce n'est, bien sûr, qu'un hasard !

Le mémorandum qu'ils viennent de signer, ne doit rien, en revanche, au hasard. Les trois principaux partis d'opposition, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), le Parti du renouveau et du progrès (PRP), l'Union pour la Nouvelle République (UNR), les menaces de violence transparaissent entre les lignes. Leurs dirigeants respectifs, Alpha Condé, Siradiou Diallo et Bah Mamadou, ne cachent plus leur volonté d'en découdre avec Lansana Conté.

Le président de la République tient ses troupes prêtes. Dont les bérets rouges, sa garde prétorienne. Conakry est écartelé. Et joue le sort du pays en querelle rangée. Du moins en sursis. Le ministre de la Défense Abdourahmane Diallo, un ami de longue date du chef de l'Etat, et le ministre de l'Intérieur Alsény René Gomez, l'âme damnée de Conté, ne le crient pas *urbi et orbi*, mais le laissent clairement entendre.

Aux opposants de se tenir à carreau ! Aux pays voisins, essentiellement le Sénégal et la Côte d'Ivoire, de se préparer à accueillir d'éventuels réfugiés. Dakar en compte déjà plus d'un million, Abidjan autant, sinon plus. Celui-ci, de plus, a les Libériens chez lui, celui-là essaie de se sortir du guépier casamançais et de l'hypothèque qu'est la Gambie, instable, et avec laquelle rien n'est encore réglé.

Que faire ? On peut toujours rêver et compter sur le sens des responsabilités des hommes politiques guinéens. Mais *quid* de leurs partisans respectifs ? Là, tout le monde attend Alpha Condé, Siradiou Diallo, Bah Mamadou et d'autres. Tout le monde se demande si la Guinée ne nourrit pas des velléités de retour à septembre 1958. ■

**Elimane Fall**, envoyé spécial

## Au Nigeria, les groupes islamistes multiplient les exactions. LA GRANDE PEUR DES CHRÉTIENS.

UN VENT de panique souffle sur les chrétiens du Nigeria. Diffusé le mois dernier dans l'Etat de Kano, au nord du pays, un tract leur ordonne de déguerpir – en abandonnant leurs biens – « avant que la calamité ne s'abatte sur eux ». Pour être proférées par une secte inégriste jusqu'alors inconnue, signant « Jammatu Tajridi Islamiya » (Groupe du renouveau islamique), ces



Les chrétiens se sentent marginalisés par rapport aux musulmans, qui accaparent selon eux tous les pouvoirs.

menaces n'en sont pas moins prises au sérieux. A Kano, le second pôle économique nigérian

après Lagos, on a commencé à chasser de leurs maisons et de leurs boutiques des chrétiens. Fin mai, déjà, des affrontements entre musulmans et chrétiens avaient fait trente morts.

Si les tensions entre communautés religieuses existent depuis l'indépendance

au Nigeria, elles connaissent un regain de vigueur depuis le début des années quatre-vingt, avec des poussées paroissiales comme celle à laquelle on assiste depuis le 26 décembre 1994. Ce jour-là, des militants islamistes ont déposé au palais de l'émir de Kano un cadeau monstrueux : la tête d'un commerçant ivo, un chrétien qu'ils avaient décapité pour le punir d'avoir « blasphémé » le

Prophète. Ajouté aux échauffourées répétées (un chrétien pratiquement lynché sur un marché de Sokoto, autre grande ville du Nord, deux pasteurs protestants assassinés dans l'Etat de Yobe, des tracts appelant au « Jihad » à Ibadan, métropole du Sud), cet épisode est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, empli de la colère de chrétiens qui ont chaque jour davantage l'impression d'être des « citoyens de seconde zone » dans un Nigeria « de plus en plus musulman, voire islamiste ».

Marginalisés, les chrétiens ? Si l'on s'en tient aux chiffres, leur poids est à peu de choses près comparable à celui des musulmans. Sur une population estimée – officiellement – à 93,5 millions de Nigériens, on compte 35 % de musulmans, 26 % de chrétiens, 39 % d'adeptes des religions traditionnelles.

Les Haoussas, population majoritaire au Nord, sont pour la plupart musulmans, tandis qu'au Sud les Ibo et les Yorubas sont en majorité chrétiens, catholiques pour les premiers et protestants pour les seconds. Cet équilibre relatif – n'est qu'apparent. « Les gens du Sud reprochent à ceux du Nord de confisquer tous les pouvoirs : politique, administratif et économique », estime Kunlo

Amuwo, professeur de sciences politiques à l'université d'Ibadan.

C'est un musulman, le général Abacha, qui est à la tête de l'Etat, et les communautés ibo et yoruba l'accusent d'avoir profité de cette position pour réserver à ses coreligionnaires les postes-clés dans l'administration et les affaires. Bref, une mainmise presque totale sur le pays.

Dans ce contexte, poursuit Kunlo Amuwo, « les querelles de religion expriment surtout, en réalité, des différends ethniques et politiques. La crise économique venant aggraver les choses ». En 1981, on vit ainsi apparaître un secte inégriste, les Maitatsiné, dont les membres, originaires du Cameroun, ont infiltré petit à petit les quartiers populaires de Kano et Kadduna. Ce n'est pas un hasard si les disputes éclatent régulièrement sur les marchés des riches villes du Nord, où les gros marchands sont généralement des Ibo qui leur statut d'« étranger » n'a pas empêché de prospérer. A chaque fois, les Maitatsiné ou leurs successeurs – désormais nombreux – s'arrangent pour qu'une dispute personnelle dégénère en émeute ! La nouveauté, c'est que depuis 1990, année où des émeutes sanglantes ont suivi l'interdiction de prêcher opposée à Kano à un prédicateur allemand de renom, les chrétiens ont décidé de rendre œil pour œil, dent pour dent.

Aujourd'hui, le révérend Joseph Bagobiri, chef spirituel des chrétiens du Nord, menace le gouvernement fédéral, s'il ne se décide pas à réprimer les groupes extrémistes, du « soulèvement religieux le plus sérieux et le plus dévastateur que le pays aurait jamais connu ». Si ce ne sont certes pas des paroles en l'air, elles semblent quand même exagérées. Tout comme l'accusation selon laquelle certains pays étrangers encourageraient ces mouvements islamistes. « Si le Soudan, l'Arabie saoudite ou l'Iran prodigent une aide au Nigeria, c'est en direction de la hiérarchie islamique, qui est modérée et a systématiquement condamné les récentes exactions », conclut Kunlo Amuwo. ■

Henri Vernet